

De plus en plus de responsables politiques réclament la démission d'Emmanuel Macron

écrit par Jeanne la pucelle | 28 août 2025



Le président français Emmanuel Macron dans la bibliothèque de la Maison Blanche le lundi 18 août 2025.



Le président français Emmanuel Macron dans la bibliothèque de la Maison Blanche le lundi 18 août 2025.

Alors que François Bayrou joue son va-tout avec un vote de confiance le 8 septembre 2025, les appels à la démission d'Emmanuel Macron se multiplient. Jean-Luc Mélenchon, Jordan Bardella et Jean-François Copé s'unissent dans une rare convergence pour exiger le départ du président, révélant une crise politique profonde.

La crise politique française s'intensifie avec une vague d'appels à la démission d'Emmanuel Macron, portée par des figures de bords opposés allant des Insoumis au Rassemblement national en passant par des personnalités écologistes et LR.

Motion de destitution et appels à la démission

Jean-Luc Mélenchon, meneur de La France insoumise (LFI), a relancé l'offensive en annonçant une motion de destitution contre le président le 23 septembre 2025, après une tentative infructueuse en 2024. « *La priorité reste le départ d'Emmanuel Macron. Il est responsable de la crise* », a-t-il déclaré sur France Inter, dénonçant une politique favorisant les privilégiés et plaidant

pour une élection présidentielle anticipée.

«Les insoumis sont prêts à gouverner. Un premier ministre insoumis marquerait la fin de la souffrance. La priorité reste le départ d'Emmanuel Macron. Il est responsable de la crise. Le peuple français doit choisir entre la politique de l'offre et celle de la relance écologique...»

https://resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2025/08/ssstwitter-com_1756324258863.mp4

LFI, qui soutient le mouvement « Bloquons tout » pour le 10 septembre, cherche à transformer la mobilisation en un front anti-Macron.

Jordan Bardella, président du Rassemblement national (RN), rejoint ce chœur discordant, réclamant « soit une dissolution, soit une démission » pour sortir de l'« impasse institutionnelle ». Invité sur TF1, il a annoncé que le RN votera contre la confiance au gouvernement Bayrou le 8 septembre, dénonçant un « immobilisme » nuisible.

«Il est urgent de rompre avec la politique menée. Il n'y a qu'une possibilité pour sortir de l'impasse : d'en revenir aux urnes.

Emmanuel Macron doit prononcer soit la dissolution de l'Assemblée nationale, soit remettre sa démission.

https://resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2025/08/ssstwitter-com_1756324347006.mp4

Le RN se prépare déjà à une éventuelle dissolution, en réunissant son bureau de campagne le 1er septembre.

Côté LR, Jean-François Copé, ancien patron de l'UMP et maire de Meaux, a surpris en appelant Emmanuel Macron à programmer sa démission pour mai 2026 après les municipales, dans un entretien au *Figaro*.

Il propose un « geste gaullien » pour redonner la parole aux Français et éviter une crise financière, tout en soutenant le vote de confiance à Bayrou pour des raisons de cohérence.

Cependant, ces appels se heurtent à des résistances. Le Parti socialiste, par la voix de Boris Vallaud, rejette l'idée d'une démission tout en refusant la confiance à Bayrou, préférant un « changement de politique ».

Les écologistes, comme **Sandrine Rousseau**, estiment le départ de Macron « inéluctable » **mais plaident pour un Premier ministre issu du Nouveau Front populaire (NFP).**

Emmanuel Macron exclut toute démission comme il a pu le dire dans le JDNews, assumant sa responsabilité dans la dette tout en appelant les forces politiques à trouver un compromis.

Cette convergence inattendue autour d'une volonté de voir le président démissionner révèle une fracture profonde. Si le vote de confiance échoue le 8 septembre, la France risque une nouvelle crise institutionnelle, entre dissolution et instabilité parlementaire, dans un climat d'incertitude économique et sociale.

[Source RT France](#)